

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 25/14

Objet de la délibération : Adhésion au CNAS (Comité National d'Actions Sociales) pour les agents du Syndicat

L'an deux mille quatorze
et le 11 Décembre
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de Monsieur Louis MICHEL,

Étaient présents :

➤ Membres à voix délibérative :

M. Louis ARLOT, M. Lachemi BARBACHI, M. Gérard BARTOLI, Mme Marylène BONFILLON, M. Pierre CHOUZY, Mme Aline CIANFARANI, M. Marc DEPAGNE, M. Alain DERVIEUX, Mme Magali DEVEZE, M. Gilbert FERRARI, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. Patrick LEVEQUE, M. Louis MICHEL, M. Olivier MICHEL, M. Louis TRONC,

➤ Membres à voix consultative :
M. Axel WOLFF

Procuration de M. René RAIMONDI à M. Louis MICHEL

Membres à voix délibérative en exercice : 31
Membres à voix délibérative présents : 16
Procuration : 1
Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 17

Secrétaire de séance : Madame Mireille HENRY

Rapporteur : Monsieur Louis MICHEL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

VU le Procès-Verbal du Comité Technique Paritaire en date du 23 septembre 2014, donnant un avis favorable à la stratégie du Syndicat pour la mise en œuvre de l'action sociale;

VU la délibération N°24/14 du Comité Syndical du 11 décembre 2014 relative à la mise en place de l'action sociale en faveur des agents du Syndicat;

CONSIDERANT que le CNAS est une association – loi 1901 – à but non lucratif de portée nationale qui a pour objet l'amélioration des conditions de vie des personnels de la fonction publique territoriale et de leurs familles ;

CONSIDERANT que le CNAS propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations (aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques-réduction, etc...), susceptible de répondre aux besoins des agents ;

LE COMITE

OUI l'exposé de M. le Président,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

APPROUVE l'adhésion au CNAS (Comité National d'Actions Sociales) pour les agents du Syndicat et le versement au CNAS d'une cotisation égale à 0,86 % de la masse salariale de l'année N-1, avec application d'un minimum et d'un maximum par agent salarié, fixés à l'article 27-1 du Règlement de Fonctionnement,

DESIGNE Louis MICHEL en qualité de délégué au CNAS

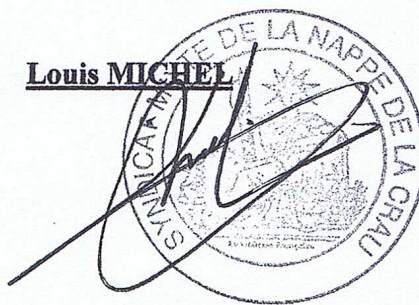
DIT que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 012 du budget,

AUTORISE le Président à signer la convention d'adhésion annexée à la présente délibération ainsi que toutes les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**Le Président du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,**

Louis MICHEL



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

CONVENTION D'ADHÉSION AU CNAS

Conclue entre

- Le Comité National d'Action Sociale pour le personnel des collectivités territoriales, association loi 1901, créée le 28 juillet 1967, représenté par Monsieur René REGNAULT, Président, agissant en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 45 des statuts du CNAS,

Ci-après appelé CNAS

D'une part,

ET

(préciser la forme juridique: collectivité, établissement public, etc... et le nom)

représenté par M

agissant en qualité de
(préciser le titre),

en vertu d'une délibération du

en date du

Ci-après appelé « l'adhérent »

D'autre part,

Préambule

Le CNAS, association loi 1901 à but non lucratif, est un organisme de portée nationale qui a pour objet l'amélioration des conditions de vie des personnels de la fonction publique territoriale et de leurs familles.

A cet effet, il propose à ses bénéficiaires un très large éventail de prestations (aides, secours, prêts sociaux, vacances, loisirs, culture, chèques-réductions...) qu'il fait évoluer chaque année afin de répondre à leurs besoins et à leurs attentes.

Afin de satisfaire aux dispositions des articles 70 et 71 de la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale et conformément à l'Article 25 de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, l'adhérent déclare adhérer au CNAS et lui confier la gestion de tout ou partie des prestations dont il souhaite faire bénéficier ses agents.

L'adhérent adhère pour la totalité de son personnel visé à l'Article 6-1 du Règlement de Fonctionnement.

Engagements du CNAS

Pendant toute la durée de l'adhésion, le CNAS s'engage à :

- verser au personnel de l'adhérent les prestations auxquelles il peut prétendre conformément aux dispositions du règlement « les prestations, modalités pratiques ».
- rendre compte de son activité auprès de l'adhérent en l'informant régulièrement via les délégués locaux et/ou le correspondant :
 - . d'une part de la vie de l'association (décisions prises par l'assemblée générale, modifications apportées aux règlements et le cas échéant aux statuts) ;
 - . d'autre part des prestations versées à ses agents en lui permettant de les consulter par son « espace personnel » via notre site internet (www.cnas.fr).

Engagements de l'adhérent

Pendant toute la durée de l'adhésion, l'adhérent s'engage à :

- respecter les statuts, le règlement de fonctionnement et le règlement « les prestations, modalités pratiques » dont il a pris connaissance avant d'adhérer au CNAS.
- acquitter auprès du CNAS sa cotisation annuelle dont le montant est arrêté annuellement par le Conseil d'Administration conformément à l'Article 27 du Règlement de Fonctionnement.

Elle servira de départ pour une adhésion effective :

au 1^{er} janvier 2014

☐

au 1^{er} septembre 2014

☐

La collectivité adhère également pour les retraités oui

☐

non

☐

(cocher la case correspondante)

- informer le CNAS de toute adjonction ou radiation de personnel intervenue en lui adressant un avis de modification.

- désigner un interlocuteur dénommé « correspondant du CNAS » chargé d'assurer le relais entre les bénéficiaires des prestations et le CNAS et de faciliter les échanges de correspondances.

L'adhérent s'engage à dégager des heures sur le temps de travail du correspondant pour permettre à ce dernier d'accomplir sa fonction dans de bonnes conditions.

La fonction de correspondant ainsi que les moyens utiles à son exercice font l'objet d'un document annexe intitulé « La charte de l'Action Sociale » dont l'adhérent déclare avoir pris connaissance et accepter les dispositions.

- désigner un représentant de l'assemblée des élus appelé « délégué local élu ». La délibération concernant la désignation du délégué élu peut-être prise en même temps que celle relative à l'adhésion

- désigner un représentant du collège des bénéficiaires appelé « délégué local agent » conformément à l'article 24-1-2 du règlement de fonctionnement.

Les rôles de délégué agent et de correspondant peuvent être assurés par la même personne.

Durée de l'adhésion _____



L'adhésion se renouvelle tacitement sauf résiliation ou radiation de l'adhérent selon les dispositions de l'article 5 du règlement de fonctionnement.

S'il souhaite résilier son adhésion au CNAS, l'adhérent doit adresser la délibération prononçant la résiliation d'adhésion au siège social du CNAS dans le mois suivant son adoption.

A compter de la notification de la résiliation d'adhésion, le CNAS est fondé à refuser aux bénéficiaires toute prestation dont les effets ne seraient pas achevés à la date d'effet de la résiliation d'adhésion.

Fait en deux exemplaires,

à _____,

le _____

Pour une collectivité ou un établissement public :

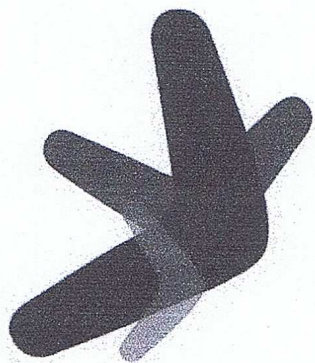
Signature du maire / Président ou d'un représentant élu dûment mandaté

Nom, prénom, qualité du signataire
+ cachet de la collectivité

René REGNAULT
Président du CNAS
Sénateur honoraire
Maire honoraire de ST-SAMSON-SUR-RANCE (22)

VOTRE ANTENNE :

CNAS Antenne régionale Sud-est
32 rue Mallet Stevens – le forum – bâtiment B – BP 48203
30942 NIMES CEDEX 9
Tél. : 04 66 04 29 29 – Fax : 04 66 04 29 20
Courriel : se@cnas.fr



CHARTE DE L'ACTION SOCIALE

Préambule

En adhérant au CNAS, votre collectivité ou établissement a choisi de mettre en place une politique d'action sociale pour son personnel conformément aux dispositions de la loi N°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale, qui confie le soin à chaque assemblée délibérante de déterminer le type des actions et le montant des dépenses qu'elle entend engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi N°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.

Au travers de cette démarche, votre collectivité ou votre établissement public contribue activement à la valorisation de ses ressources humaines et du service public local grâce à une implication et une efficacité renforcées du personnel.

La présente charte a pour objet :

- * d'accompagner la mise en œuvre du droit à l'action sociale rendu obligatoire par la loi du 19 février 2007 en identifiant les acteurs chargés de porter l'action sociale au sein de la collectivité ou établissement et en précisant leur rôle respectif ;
- * de donner du crédit à la désignation des délégués et du correspondant ;
- * de rappeler les valeurs fondamentales du CNAS que sont la solidarité, la mutualisation et l'humanisme.

En application de l'article 6 des statuts du CNAS et en accord avec l'organisation paritaire qui fonde la mission originelle du CNAS, l'adhésion à l'association s'accompagne de la désignation d'un **délégué des élus** ainsi que d'un **délégué des agents** chargés de représenter votre collectivité ou établissement au sein du CNAS.

En application de l'article 4.5.2 du règlement de fonctionnement du CNAS, cette adhésion s'accompagne également de la désignation d'un (ou plusieurs) interlocuteur(s) dénommé(s) **« correspondant(s) du CNAS »** chargé(s) d'assurer le relais entre les bénéficiaires des prestations et le CNAS et de faciliter la prospection et les échanges de correspondances.

Les rôles respectifs et complémentaires ainsi que les moyens et les enjeux liés à la fonction de délégué élu et de délégué agent ainsi qu'à la fonction de correspondant sont précisés dans le cadre du présent document.

Considérant qu'il est essentiel pour que le personnel puisse profiter pleinement de l'adhésion au CNAS de donner aux délégués ainsi qu'au correspondant tous les moyens nécessaires pour exercer leurs fonctions dans de bonnes conditions, l'adhérent déclare avoir pris connaissance de cette charte et en accepter les dispositions.

LE DÉLÉGUÉ ÉLU et LE DÉLÉGUÉ AGENT

Préambule

Le délégué élu et le délégué agent sont les **représentants institutionnels de la collectivité ou établissement adhérent au sein du CNAS.**

Un rôle à la fois commun...

Participer à la vie des instances et relayer l'information ascendante et descendante

Les délégués locaux sont associés à la vie des Instances du CNAS, et notamment de leur **délégation départementale**.⁽¹⁾

Ils siègent à l'**assemblée départementale annuelle** et sont notamment destinataires du rapport de gestion, du rapport du trésorier accompagné du bilan et compte de résultat de l'année écoulée, du budget prévisionnel de l'année en cours ainsi que des propositions d'évolution des prestations soumises par le conseil d'administration du CNAS.

Ils donnent un avis et émettent des vœux sur les orientations de l'association.

Ils assurent dans ce cadre une **fonction d'interface avec le correspondant.**

Ils sont mandatés par leurs pairs pour faire remonter leurs avis et positions sur l'action sociale du CNAS et la vie de l'association au niveau départemental.

Ces avis et propositions font ensuite l'objet d'un recensement et d'une étude au niveau national.

Ils informent par tout moyen approprié les agents de leur collectivité ainsi que l'autorité territoriale des modifications adoptées par l'assemblée générale du CNAS.

Ils procèdent à l'élection des membres du bureau départemental et des membres du conseil d'administration du CNAS et peuvent également être candidats à ces deux fonctions, pour ainsi participer activement au fonctionnement des instances paritaires et participer à l'élaboration des orientations du CNAS.

Promouvoir le CNAS

Ils sont également chargés de promouvoir le CNAS auprès de leurs collègues ainsi qu'auprès d'autres collectivités ou établissements non adhérents au CNAS.

et complémentaire

Le **délégué élu** est invité à porter à la connaissance de sa collectivité ou établissement public adhérent toute donnée relative à l'action sociale.

A cet effet, il est en mesure de présenter un **bilan périodique et non nominatif** de l'adhésion au CNAS auprès de l'autorité territoriale ou décisionnaire grâce aux différents éléments d'information que lui fournit annuellement le CNAS.

Ces éléments portent notamment sur :

- les grandes tendances nationales et les chiffres clés de l'année écoulée ;
- les grandes tendances dégagées au sein de la collectivité ou établissement public adhérent au cours de l'année écoulée, telles que :
- le nombre d'agents ayant bénéficié de prestations dans l'année,
- le type de prestations effectivement versées,
- les données sociologiques de la collectivité ou établissement public concernant les agents bénéficiaires.

⁽¹⁾ Pour les départements encore non pourvus d'une délégation départementale, les délégués peuvent se rattacher à une assemblée départementale voisine pour voter.

Le délégué agent est également destinataire de ce bilan.
Il est le porte-parole du personnel de la collectivité ou établissement.
Il assure plus particulièrement une fonction d'interface avec les agents de sa collectivité ou établissement, notamment pour faire remonter leurs vœux.
Le délégué des agents peut également être correspondant.

Les éléments communiqués par le CNAS sont conformes aux valeurs de solidarité et de mutualisation de l'Association et ne comportent en aucun cas de données individuelles.

Le bilan permet d'alimenter les données relatives à l'action sociale devant figurer dans les bilans sociaux que les collectivités et établissements publics sont tenus d'établir tous les deux ans.
Il peut également servir de base de communication aux comités techniques dont la consultation en matière d'action sociale développée dans la collectivité est rendue obligatoire par la loi du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social.

Choix des délégués

Le choix des délégués est important.

Les critères qui doivent présider au choix des délégués sont ceux inhérents aux qualités de tout bénévole et principalement volontarisme et disponibilité.

Les délégués locaux sont élus pour la durée du mandat municipal et sont donc renouvelés tous les 6 ans.

La désignation du délégué local des élus :

- Pour les collectivités territoriales adhérentes et autres associations exerçant une mission de service public,
le délégué local des élus est désigné par l'organe délibérant parmi ses membres.

- Pour les associations ou comités locaux en charge des œuvres sociales,
le délégué local des élus est désigné parmi les élus de la collectivité territoriale pour le compte de laquelle l'association ou le comité gère les œuvres sociales du personnel, investis d'au moins un mandat électif régi par les articles L 192, L 227 ou L 336 du Code électoral.

- Pour les comités d'œuvres sociales départementaux,
le délégué local des élus est désigné :
 - soit par le conseil d'administration du comité,
 - soit par chaque collectivité adhérent au comité départemental,
parmi les élus investis d'au moins un mandat électif régi par les articles L 192, L 227 ou L 336 du Code électoral.

La désignation du délégué local des agents :

La collectivité ou établissement public adhérent organise la représentation du collège des agents parmi la liste des bénéficiaires.

Lorsque le délégué local cesse d'être éligible aux prestations du CNAS pour quelque motif que ce soit, il est procédé à la désignation d'un nouveau délégué local dans les mêmes formes.

Ces désignations sont portées à la connaissance du CNAS au moyen de l'imprimé « Fiche de désignation des délégués »

Moyens nécessaires au bon exercice de la fonction de délégué

Le CNAS met en place des formations à destination des délégués : la collectivité ou l'établissement adhérents sont invités à y faciliter leur participation.

Il encourage, par l'intermédiaire de ses délégations départementales, une rencontre annuelle des délégués des nouveaux adhérents.

L'antenne régionale du CNAS est à la disposition des délégués pour répondre à leurs questions tout au long de l'année.

LE CORRESPONDANT

Le correspondant est le **maillon essentiel de la collectivité ou de l'établissement vers le CNAS**.
Il est le **représentant opérationnel** du CNAS au sein de l'organisme adhérent.

Il est chargé de **développer la solidarité** en informant et assistant ses collègues dans leurs démarches auprès du CNAS.

Ses remarques et suggestions permettent au CNAS d'améliorer la **qualité de son offre** et de son service et de répondre au mieux aux souhaits des agents bénéficiaires.

Choix du correspondant

Le correspondant est désigné par le Maire ou Président.

Le choix du correspondant est essentiel.

Il est souhaitable que le futur correspondant fasse preuve de volontariat dans cette mission.

Le correspondant doit être placé dans l'organisation de telle sorte qu'il puisse être disponible pour l'ensemble des agents y compris pour ceux des services extérieurs.

Au besoin il est nécessaire de penser à des adjoints pour les services déconcentrés.

Au-delà des qualités professionnelles et déontologiques de tout fonctionnaire, les **qualités requises** sont les suivantes :

- **disponibilité d'écoute;**
- **discrétion** par rapport aux situations personnelles des demandeurs;
- **bonne sensibilité sociale;**
- **bonne connaissance du personnel.**

Cette désignation est portée à la connaissance du CNAS au moyen de l'imprimé « Fiche de désignation du correspondant ».

Rôle du correspondant

- assurer la diffusion des documents qui lui sont transmis par le CNAS,
- conseiller ses collègues sur l'obtention des diverses prestations proposées,
- relayer les souhaits exprimés par ses collègues quant à l'évolution du catalogue de prestations du CNAS,
- participer à l'assemblée départementale annuelle.

Le CNAS informe régulièrement le correspondant des prestations attribuées aux agents de sa collectivité ou établissement en lui permettant de les consulter par son « espace personnel » via le site internet www.cnas.fr.

Temps de travail et moyens nécessaires au bon exercice de la fonction

Il est convenable de considérer que le correspondant dispose de temps de travail et de moyens matériels utiles à l'exercice de la fonction, étant rappelé que le CNAS et en particulier l'antenne régionale met à disposition des outils nécessaires au bon suivi des prestations.